

Retour du Forum Urbain Mondial VII, Medellín, 5-11 avril 2014

Par Laure Criqui & Catalina Duque Gómez, membres du réseau Projection



Forum mondial sur l'équité urbaine... et plein d'autres questions

Le thème officiel du Forum Urbain Mondial VII était l'équité urbaine ; en réalité, tout l'éventail des problématiques urbaines a été abordé au cours de plus de 200 événements. Le choix des sujets traités rend compte des défis urbains les plus pressants – ou considérés comme tels – par la communauté internationale : la thématique des espaces publics et de la sécurité a trouvé là une place importante, sans doute liée au cas particulier de la ville de Medellín ; les grandes entreprises privées se sont notamment mobilisées sur la notion de villes innovantes et intelligentes ; et la question de la décentralisation et du rôle des collectivités locales a également été centrale.

À l'issue du Forum, la déclaration de Medellín présente la position de la communauté urbaine internationale pour préparer la conférence Habitat III des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable en 2016, qui doit définir l'agenda urbain à 20 ans. L'intérêt de cette déclaration est double : d'une part, elle considère positivement les villes comme une opportunité pour le développement ; d'autre part, elle appelle à et propose un nouvel agenda urbain sans catastrophisme qui intègre les nouvelles technologies, la planification participative et une acceptation réaliste de la croissance urbaine.

Les enjeux émergents pour les services urbains

Le secteur des services essentiels urbains a été indirectement abordé au cours de plusieurs événements sur la question de la réhabilitation des bidonvilles comme un moyen de consolidation urbaine. Par ailleurs, la question de l'énergie a été principalement traitée sous l'angle du changement climatique, de l'efficacité énergétique, de la nécessité de réduire les consommations et des alternatives propres. Quant à l'eau et l'assainissement, les débats ont notamment porté sur l'enjeu de la gestion par les collectivités locales. Toutefois, le rôle particulier des services urbains comme vecteur d'intégration et de réalisation du droit à la ville, les inégalités de desserte, etc., n'ont pas fait l'objet de débats en tant que tel... Les dimensions financières, réglementaires et environnementales ont été davantage abordées que les questions techniques et sociales pour faciliter et étendre l'accès équitable aux services essentiels.

Quelques évènements marquants ont tout de même mis au cœur des débats les services essentiels¹, au cours desquels trois problématiques sont apparues comme particulièrement structurantes :

- L'innovation s'est imposée comme un moyen pour améliorer le fonctionnement des réseaux et un objectif à poursuivre pour trouver des solutions moins chères et adaptées à l'urbanisation. Dans ce domaine, le rôle des entreprises privées et l'outil des nouvelles technologies sont apparus comme déterminants. Il y a également un intérêt pour la valorisation des solutions « informelles » innovantes déjà existantes localement.
- Tous les acteurs se sont accordés sur l'importance de la génération de connaissance – bases de données, cartes, recensements – sur la ville pour pouvoir y intervenir, notamment dans les quartiers non-planifiés. Là aussi, les nouvelles technologies constituent une opportunité pour cartographier, diagnostiquer, représenter et donc faire valoir les besoins des populations qui doit être mise à profit par les pouvoirs publics et la société civile.
- Le rôle des pouvoirs publics est repensé comme des entités centrales qui doivent coordonner les intérêts mercantiles des entreprises de services et les besoins sociaux des populations. Il semble désormais généralement acquis et admis que les entreprises sont plus efficaces pour innover, créer de l'information et fournir les services urbains. Dans cette perspective, le rôle des pouvoirs publics devient celui de fournir un cadre réglementaire clair et favorable tout en évitant les possibilités de corruption, et de définir les priorités et objectifs sociaux que doivent satisfaire les entreprises de services. Toutefois, dans certains espaces de discussion, la question de la municipalisation des services d'eau et de traitement des déchets a été abordée par certaines municipalités et va de pair avec des revendications de renforcement de la décentralisation.

Pour conclure, en dépit de l'intérêt certain de ces nouvelles pistes adaptées à une situation de croissance urbaine, on peut tout de même regretter que certains enjeux existants dans le secteur des services aient peu été abordés tels que le rôle des petits opérateurs privés informels, les dispositifs innovants techniquement, le coût et les capacités de paiement des populations pauvres, la réelle nécessité de la privatisation des fournisseurs et opérateurs, ou encore les inégalités et iniquités de l'accès aux services.

Les manifestations parallèles au Forum Urbain Mondial

Une série d'activités parallèles au Forum d'UN-Habitat a également eu lieu : Les Debates a la luz de la noche ont fait se rencontrer monde de la recherche et ONGs. Les intervenants ont souligné que malgré près de 40 ans de discours prônant la solidarité, l'équité et la justice urbaines, le thème du 7^{ème} FUM est la preuve même d'un décalage entre les discours, les modèles et bonnes pratiques promues par la communauté internationale depuis Habitat I (Vancouver, 1976) et leurs effets concrets. De manière réflexive, ils se sont interrogés sur le rôle de la recherche



¹ Cités et Gouvernements Locaux Unis a présenté un rapport mondial sur l'accès aux services publics (http://issuu.com/uclgclgu/docs/re_gold_iii_fr) ; un « grand dialogue » a porté sur le rôle des entreprises locales de services de base pour des villes équitables ; l'Institut de la Gestion Déléguée a abordé la question du financement et des partenariats entre autorités locales et entreprises prestataires de services urbains ; l'association des municipalités équatoriennes s'est intéressée aux bonnes pratiques de gouvernance permettant d'améliorer la fourniture des services de base.

et des universités face à cette situation. Les services de base n'ont toutefois pas été abordés de manière spécifique pendant les discussions.



Le Forum Social Urbain Alternatif et Populaire a connu une participation très importante d'acteurs locaux, ce qui a eu pour effet une focalisation sur des problématiques colombiennes, suscitant une certaine frustration parmi les participants internationaux. Mise à part cet aspect, la société civile, les mouvements politiques de gauche, les chercheurs et les ONG internationales y ont présenté leurs positions sur les modèles de développement proposés par les instances internationales, des témoignages sur les situations urbaines concrètes (éviictions, régularisation des quartiers, impacts de politiques de logement, etc.), et des exemples d'initiatives locales (projets en auto-construction, résistance et désobéissance civile, etc.).

La question des services de base a été traitée dans une session « logement et services urbains » où les participants ont fait part de leurs préoccupations notamment liées à la tarification des services, aux dispositifs techniques tels que le prépaiement et à la régularisation des raccordements, dans une optique de droit à la ville et de questionnement de la marchandisation des ressources naturelles :



- Loin de prôner un accès gratuit aux services, certaines des interventions visaient à revoir les modèles de gestion et les critères utilisés pour définir les tarifs et les consommations de base (minimums vitaux), et à repenser la gestion des réseaux construits par les habitants. Les participants ont souligné les retombées positives d'une gestion publique ou communautaire des services, qui ne réponde pas aux logiques mercantilistes.
- Par ailleurs, des échanges concernant les relations entre territoires urbains et ruraux ont souligné les enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles pour la fourniture d'eau et d'énergie, ainsi que le rejet des déchets urbains. Dans le contexte colombien, il s'agit là d'un point crucial où se tissent des liens entre mouvements sociaux urbains et ruraux et pouvant avoir des impacts à long terme sur la gestion des services de base.

Ces rencontres alternatives ont ainsi mis en avant d'une part l'importance des initiatives non-institutionnelles dans la production de la ville et les réponses qu'elles apportent et peuvent apporter aux principales problématiques urbaines. D'autre part, le manque de visibilité de celles-ci dans les débats qui visent à définir l'agenda urbain international a été dénoncé. La conclusion générale de cet événement a été un appel, relayé par Habitat International Coalition (HIC) et l'Alliance Internationale des Habitants (AIH), à une plus forte mobilisation des habitants et organisations locales, et à un travail de coopération et de coordination entre ces initiatives, notamment en vue d'Habitat III.

Laure Criqui & Catalina Duque Gómez

